

Rapport 1997

Table des matières

- Introduction
- Sommaire exécutif
- Message du Président
- Message du Directeur
- Priorités nationales
- Autres types de criminalités d'importances
- À propos de ce document

Service canadien de renseignements criminels
Rapport annuel sur le Crime organisé au
Canada
1997

RÉDACTEUR PRINCIPAL

Richard Philippe

Directeur du Service canadien de renseignements criminels

RÉDACTEUR EN CHEF

Angus Smith

Sous-direction des analyses criminelles

Direction des renseignements criminels

Gendarmerie royale du Canada

GRAPHIQUES

Bill McMillan

Directeur artistique

Groupe du graphisme

Gendarmerie royale du Canada

Préparer pour l'Internet

Marc P. Grecco

Unité du SARC du Service canadien de renseignements criminels

Pour tout renseignement sur la présente publication, s'adresser

au :

Directeur du Service canadien de renseignements criminels

1200, promenade Vanier

Ottawa (Ontario)

K1A 0R2

N de cat. : GS 61-8/1997

ISBN : 0-662-63123-4

ISSN :089-6728

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

INTRODUCTION

Le crime organisé est une des forces les plus insidieuses dans le monde aujourd'hui. Il transcende les frontières physiques et politiques, et étend ses tentacules dans tous les pays et toutes les sphères de l'activité humaine. Historiquement, il s'insinue dans les secteurs de l'industrie et des finances et fait partie intégrante des économies locales et globales. Ses exécutants forment des alliances avec les groupes nationaux et extrémistes et vont même, dans certains cas, jusqu'à infiltrer les gouvernements légitimes, assumant un réel pouvoir politique. Malgré les efforts déployés par la police, le crime organisé étend son hégémonie et pose une menace de corruption.

Le Canada n'est pas épargné par cette invasion du crime organisé. En fait, pratiquement toutes les grandes organisations criminelles du monde exercent leurs activités au pays et nombre d'entre elles sont profondément enracinées dans la société et l'économie canadiennes. Cette emprise s'explique de plusieurs façons. D'abord, les bouleversements sociaux, politiques, économiques et technologiques ont effectivement supprimé les frontières et la notion même de souveraineté nationale. Les gens, les biens et l'argent circulent librement, à la vitesse de l'éclair, et les criminels se déplacent sans contraintes, saisissant toutes les occasions offertes dans un monde sans frontières. Le Canada constitue à cet égard une destination particulièrement attrayante : c'est un pays stable, doté d'une infrastructure économique dynamique bien établie. Traditionnellement, ce qui a été encore plus déterminant pour les criminels, c'est l'absence de lois strictes réprimant le crime organisé et la facilité pour les criminels de recycler et de manipuler les produits de leurs activités par l'entremise des milieux bancaires et financiers du pays. Mais la situation change peu à peu avec l'introduction de lois nouvelles visant à lutter contre le crime organisé et à protéger l'intégrité de notre infrastructure financière.

Que les Canadiens en soient conscients ou non, leur pays représente un important secteur opérationnel du crime organisé en général, et l'activité criminelle au pays a d'importantes ramifications internationales. Par ailleurs, des réseaux criminels de souche asiatique se livrent à la contrefaçon massive de cartes de crédit, au point que le Canada est devenu l'un des principaux fournisseurs de fausses cartes au monde. Les recycleurs de fonds profitent de l'absence de règlements sur le rapport des transactions et des instruments monétaires pour effectuer des mouvements de fortes sommes à l'intérieur du pays et vers l'extérieur, fonds qui dans une certaine mesure découlent de crimes commis à l'étranger.

De nombreuses organisations criminelles au pays envisagent de nouvelles formes d'activités illégales, qui s'éloignent radicalement des opérations traditionnelles. Ce

phénomène souligne la nature évolutive du milieu et les difficultés rencontrées par la police, qui accuse toujours du retard sur les organisations criminelles. Par exemple, la contrebande de produits du tabac et d'alcool, qu'on a longtemps considérée comme la chasse gardée des organisations criminelles de souche autochtone, est devenue une importante source de revenus pour le crime organisé d'autres souches. Pratiquement toutes les organisations en activité au Canada se livrent aujourd'hui à la contrebande, séduites par les profits faramineux, sans parler de la clémence relative des peines imposées dans ce contexte. Par ailleurs, les Hells Angels sont en voie d'atteindre le monopole de la culture hydroponique de la marijuana et intensifient leurs opérations de contrebande d'alcool et de tabac. Le crime organisé de souche asiatique continue de tremper dans le trafic d'héroïne. Tout comme la contrebande de marchandises, le passage d'illégaux va attirer vraisemblablement d'autres groupes en raison de son aspect très lucratif et des sanctions conséquentes relativement mineures.

Le crime organisé a des répercussions profondes sur les citoyens canadiens, même sur ceux dont la vie n'est pas directement touchée par l'activité criminelle. Les coûts sociaux du trafic et de la consommation de drogues, par exemple, découlent de la violence et de l'augmentation du taux de la criminalité urbaine. La guerre soutenue entre les Hells Angels et les Rock Machine pour la domination du trafic de la drogue à Montréal a déjà entraîné plus de 50 morts, dont celle d'un passant innocent âgé de 11 ans, et des pertes de centaines de milliers de dollars par suite de dommages et de destruction de biens. On évalue les pertes en revenus du gouvernement à des millions de dollars, tandis que les entreprises légitimes doivent soutenir la forte concurrence d'un marché noir en pleine expansion.

Les revendications territoriales et les questions de traités non résolues seront au coeur de la plupart des affrontements légitimes. En outre, ce qu'on perçoit comme la réaction mitigée du gouvernement fédéral au rapport de 1996 de la Commission royale sur les peuples autochtones et des modifications proposées concernant la *Loi sur les Indiens* continue de préoccuper la communauté autochtone. La situation pourrait servir de prétexte aux activités du crime organisé. Au Manitoba, une bande de rue autochtone, les Manitoba Warriors, exploite de plus en plus les situations politiques comme le siège de la réserve de Waterhen.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

SOMMAIRE

La plupart des organisations criminelles signalées dans les rapports annuels précédents du SCRC sur le crime organisé demeurent actives au Canada, même si la nature de leurs activités a parfois changé ou si elles ont pris beaucoup d'ampleur.

Les groupes de souche asiatique continuent de contrôler une part importante de l'importation et de la distribution de l'héroïne du Sud-Est asiatique au Canada et poursuivent leur expansion dans le secteur du crime en col blanc. Ils sont aussi fortement impliqués dans le piratage de logiciels ainsi que dans le vol et l'exportation de voitures de luxe.

Les groupes criminels organisés d'Europe de l'Est, en particulier de souche russe, sont actifs pratiquement partout au pays et ont ajouté à leurs activités plus traditionnelles la contrebande de biens volés, notamment des voitures de luxe, du matériel informatique et d'autres biens de consommation, et ils vont probablement tenter de s'occuper davantage du trafic des drogues illicites.

Les bandes de rue autochtones sont en pleine croissance. Leur influence s'étend des Prairies au nord de l'Ontario et elles établissent des liens avec d'autres groupes criminels organisés. Leur participation au siège de la réserve de Waterhen et à l'émeute à la prison de Headingly, a beaucoup rehaussé leur prestige au sein de la communauté criminelle. Le crime organisé de souche autochtone pourraient exploiter les événements politiques pour mener des activités criminelles sous le couvert de l'action politique.

Akwesasne, qui chevauche les frontières du Québec, de l'Ontario et de l'État de New York, demeure un centre de contrebande, mais la contrebande a cessé d'être une chasse-gardée autochtone. Pratiquement tous les groupes criminels organisés importants du pays font de la contrebande, individuellement ou collectivement. Les profits à réaliser sont énormes et les commerçants honnêtes se trouvent ainsi en concurrence avec un marché noir en pleine expansion.

Le passage d'illégaux est une forme de contrebande qui a pris de l'ampleur. Il s'agit d'une activité très lucrative pour les groupes impliqués, car ils peuvent soutirer de fortes sommes du vaste nombre de personnes désirant émigrer, tandis que les sanctions éventuelles sont négligeables.

De nombreux incidents survenus au cours de l'année écoulée, incluant des meurtres, des incendies criminels et des opérations d'importation massive de drogues, nous rappellent que le crime organisé de souche italienne demeure toujours présent au Canada. Les groupes de souche italienne sont grandement impliqués dans des combines de recyclage d'argent et de corruption et ils sont devenus très puissants grâce aux alliances conclues avec d'autres organisations criminelles.

La bande de motards criminalisés des Hells Angels demeure une des plus puissantes organisations criminelles au Canada. Elle est très active dans le trafic des drogues, se livre à la culture hydroponique de la marijuana et se sert des réseaux financiers internationaux pour recycler les produits de ses activités criminelles. Elle impose progressivement sa présence dans les provinces des Prairies et en Ontario et poursuit au Québec une guerre féroce avec une bande rivale, les Rock Machine.

Le trafic des drogues demeure une des principales sources de revenus pour les groupes criminels organisés de souche canadienne. Les groupes collaborent souvent entre eux et comptent sur leurs contacts dans les pays d'origine et de transit, leurs moyens logistiques et leurs réseaux de distribution réciproques. Le cannabis et la cocaïne conservent la faveur des consommateurs canadiens tandis que l'héroïne intensifie sa menace. Les Asiatiques, les Italiens, les Colombiens et les bandes de motards criminalisés contrôlent le trafic des drogues au Canada, mais des groupes secondaires iraniens, roumains, libanais, jamaïcains et des organisations sud-américaines non colombiennes cherchent à se tailler une part de ce marché lucratif.

L'Internet et diverses autres innovations technologiques commencent à influencer fortement sur les infractions reliées au recyclage d'argent et au crime en col blanc. Les grandes organisations criminelles continuent d'exploiter les failles des lois et des règlements pour recycler de vastes montants d'argent au Canada. Certaines d'entre elles vont bientôt découvrir les possibilités des divers services financiers offerts sur l'Internet pour communiquer et recycler de l'argent. On utilise également de plus en plus l'Internet pour l'échange et la distribution de valeurs. Cet environnement est difficile à réglementer et peut favoriser l'augmentation des fraudes et des manipulations de valeurs. Parallèlement, les innovations technologiques comme les numériseurs, les logiciels graphiques et les imprimantes couleurs de haute résolution facilitent grandement la contrefaçon, la mettant même à la portée d'organisations criminelles de moindre importance.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

MESSAGE DU PRÉSIDENT SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS

COMMISSAIRE J.P.R. MURRAY

Les expressions «village global» et «économie mondiale» sont aujourd'hui courantes dans le monde de la politique et des affaires. La prolifération des innovations technologiques comme l'Internet et l'instantanéité des télécommunications ont donné une signification nouvelle à ces concepts, tandis que les changements politiques et l'érosion des frontières géopolitiques ont grandement contribué à rapprocher les peuples.

Malheureusement, l'évolution du milieu interlope a suivi celle du reste du monde. Comme on pourra le constater à la lecture du présent rapport, la criminalité transnationale, qui ignore toute frontière, est devenue le lot quotidien des policiers, alors que les criminels se déplacent librement autour du globe et explorent les possibilités des technologies nouvelles.

Parallèlement, la force publique a poursuivi sa propre évolution. Au cours des années 70 et 80, la police demeurait fidèle au modèle répressif, en s'occupant des crimes déjà commis. Le public sentait que la police devenait moins sensible à ses besoins. C'est ce qui a présidé, au cours des années 90, à l'élaboration du modèle préventif, qui insiste sur la nécessité de partenariats et de mesures de prévention pour lutter contre les crimes de tous genres.

Le Service canadien de renseignements criminels s'applique à favoriser l'élaboration de partenariats et de mesures préventives pour l'application de la loi. Grâce à ses partenaires policiers partout au pays et à ses ressources de collecte et d'analyse de renseignements, le SCRC est probablement le mieux placé pour combattre la criminalité et s'occuper des problèmes nouveaux reliés à l'exploitation sexuelle des enfants, à l'utilisation abusive de l'Internet et au crime technologique.

Si le message que contient le présent rapport peut sembler peu encourageant, la situation est loin d'être désespérée. Avec l'aide du SCRC, tous les corps policiers du Canada continuent de lutter contre le crime organisé transnational et de chercher des façons innovatrices d'en entraver l'expansion. Mais, dans ce domaine, le succès ne vient pas du jour au lendemain. C'est le but vers lequel nous devons tous tendre, l'objectif ultime à viser.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

MESSAGE DU DIRECTEUR SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS

R. PHILIPPE

Le document que vous vous apprêtez à lire est une évaluation annuelle de la nature et de l'ampleur du crime organisé au Canada, préparée par le Service canadien de renseignements criminels. Il se fonde sur les informations recueillies au cours d'enquêtes effectuées par les partenaires du SCRC partout au pays et vise à la fois à informer le public et à aider les services de police à élaborer des priorités et des plans opérationnels.

Le double mandat de ce rapport met en lumière un aspect important de la lutte au crime organisé : la police ne peut agir seule, elle doit pouvoir compter sur l'appui du public. Le crime organisé nous touche tous d'une façon ou d'une autre et chaque citoyen a son rôle à jouer pour en freiner le progrès. Ce partenariat entre la police et le public est primordial et anime le concept de la police communautaire.

De même, les partenariats entre les corps policiers sont tout aussi importants, car aucun service de police ne peut espérer régler à lui seul les problèmes complexes signalés dans le présent rapport. Les policiers canadiens doivent se donner la main et travailler de concert, car ce n'est qu'en établissant des partenariats que nous pourrons entraver de manière efficace l'évolution du crime organisé. Le SCRC est la clé pour la création de tels liens, car en réunissant les policiers canadiens elle permet de faire front commun contre le crime organisé.

Priorités Nationales

- Le crime Organisé de souche Autochtone
- Le crime Organisé de souche Asiatique
- Le crime Organisé de souche est-Européenne
- Le crime Organisé de souche Italienne
- Les Helles Angels et autres bandes de Motards criminalisés

AUTRES TYPES DE CRIMINALITÉS IMPORTANTES

- Les armes à feu et le crime Organisé
 - Le crime Organisé de souche Colombienne
 - Le passage d'illégaux
 - La contrebande de biens
 - Le trafic des drogues
 - Généralités
 - Héroïne
 - Cocaïne
 - Cannabis
 - Drogues Chimiques
 - Le recyclage de fonds et de produits de la criminalité
 - Les contrefaçons
 - La fraude en matière de valeurs mobilières
-

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

À PROPOS DE CE RAPPORT

Lorsqu'ils associent certains groupes ethniques au crime organisé, les auteurs ne veulent pas insinuer que tous les membres de ces groupes se livrent à des activités criminelles, ni que les autorités des pays d'origine de ces personnes ont permis ces activités ou y ont participé. Il n'est question que des activités illégales de certaines organisations criminelles dont la majorité des membres appartiennent à la même ethnie.

Le rapport annuel du SCRC de 1997 sur le crime organisé a pour but de présenter une vue d'ensemble des groupes criminels et de leurs activités, établie à partir des rapports de renseignements et des rapports d'enquête d'organismes d'application de la loi au Canada et à l'étranger. Le SCRC se fonde notamment sur les renseignements que lui fournissent les organismes qui en sont membres partout au Canada. Le SCRC collabore aussi avec la Direction des renseignements criminels de la GRC pour ce qui touche la collecte, l'analyse des renseignements sur le crime organisé et la compilation du présent rapport.

Comme l'activité criminelle organisée se raffine de plus en plus, la police et les autres organismes d'application de la loi doivent connaître mieux que jamais les méthodes et les mobiles des criminels. La criminalité organisée prenant une allure de plus en plus transnationale, le SCRC et les autres organismes d'application de la loi, tant au Canada qu'à l'étranger, doivent resserrer leur collaboration et dresser des plans stratégiques détaillés pour la réprimer.

Il est essentiel de disposer d'une évaluation juste de la situation et des tendances en ce qui a trait au crime organisé pour pouvoir établir des stratégies efficaces de répression et de prévention. Cette évaluation est aussi nécessaire si on veut élaborer des politiques judicieuses et tenir un débat public sur la question.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LE CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE AUTOCHTONE

Faits saillants

- Les bandes de rue autochtones dans les provinces des Prairies prennent de l'expansion et concluent des alliances avec d'autres organisations criminelles. Fortes de leur participation au siège de la réserve de Waterhen et à l'émeute à la prison de Headingly, elles ont rehaussé leur prestige au sein de la communauté criminelle et des communautés autochtones.
- Akwesasne demeure un centre de contrebande d'alcool, de tabac, d'illégaux et de biens de consommation. La contrebande des produits du tabac n'a plus l'ampleur qu'elle avait avant 1994.

Situation actuelle

L'activité politique -

Le siège à la réserve de Waterhen, au Manitoba, en mai, constitue le seul incident majeur chez les Autochtones en 1996. Plusieurs poudrières ont cependant menacé d'exploser, mais la situation y est heureusement demeurée calme.

Le rapport de novembre 1996 de la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA) renferme 440 recommandations dont l'adoption entraîneraient de profonds changements constitutionnels, l'affectation additionnelle de 30 milliards de dollars sur une période de 20 ans, le règlement de revendications territoriales et la résolution de griefs concernant entre autres les écoles résidentielles. Divers chefs autochtones ont rappelé qu'on pourrait assister à des manifestations aussi violentes que celles du lac Gustafsen, d'Ipperwash et d'Oka, si on omettait de donner suite aux recommandations de la Commission royale. On a également observé une résistance certaine aux modifications proposées par le gouvernement fédéral concernant la *Loi sur les Indiens*. L'intransigeance du gouvernement risque d'exacerber l'irritation que certains Autochtones éprouvent déjà par suite de ce qu'ils considèrent comme une réaction mitigée de la part du gouvernement à l'égard du rapport de la CRPA. Les organisations criminelles de souche autochtone pourraient exploiter ces situations pour commettre des actes criminels en prétextant une action politique.

L'activité criminelle

Les bandes de rue autochtones continuent d'inquiéter les autorités, surtout dans les Prairies. Ces bandes sont principalement formées de jeunes Autochtones situés au bas de l'échelle socio-économique. La composition de ces groupes s'apparente à celle des bandes de rue aux États-Unis. Le groupe le plus puissant, les Warriors du Manitoba, est impliqué dans le trafic des drogues et la prostitution. Établi à Winnipeg, le groupe est cependant actif dans d'autres villes et dans les collectivités

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LE CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE ASIATIQUE

Faits saillants

- Les organisations criminelles de souche asiatique vont intensifier leurs opérations de criminalité en col blanc. Elles favorisent les groupes organisés de vol à l'étalage, le vol et l'exportation de voitures de luxe, la fraude en matière de cartes de crédit et de télécommunications, le recyclage d'argent et le piratage de logiciels.
- L'importation et la distribution d'héroïne du Myanmar (Birmanie), de la Thaïlande, du Vietnam et du Laos constituent un grave menace pour la société canadienne.
- Les organisations criminelles de souche asiatique entretiennent des liens avec d'autres groupes criminels.

Situation actuelle

Le crime organisé de souche asiatique au pays est solidement ancré dans les régions métropolitaines : Toronto et Vancouver en constituent les principaux axes, suivis au second plan par Montréal, Calgary et Edmonton et, dans une moindre mesure, par Winnipeg, Ottawa et Halifax. Les organisations criminelles opérant dans les communautés asiatiques se présentent sous trois formes : les triades, les bandes et les autres groupes criminels organisés.

On sait que des triades établies sont en activité au pays, et on en connaît certains membres : plus particulièrement, les triades Luen Kung Lok et 14K, dont la présence au Canada est connue de longue date, et plusieurs autres organisations criminelles de souche chinoise, dont la plus active du point de vue criminel est celle des Big Circle Boys (BCB). Les BCB continuent de concentrer leurs activités dans le Grand Toronto. On signale aussi dans cette ville l'émergence d'un nouvel élément criminel ayant ses racines dans la province de Fujian, en Chine.

L'intensification d'actions violentes d'organisations criminelles de souche asiatique est surtout attribuable aux bandes de rue vietnamiennes, laotiennes et cambodgiennes, qui s'en prennent la plupart du temps à des membres de leurs propres communautés. La mobilité et

la tendance à la violence de ces bandes inquiètent tout particulièrement les autorités policières canadiennes. Parmi les activités privilégiées par ces groupes, citons l'extorsion, les prêts usuraires, l'intimidation de témoins, le jeu illégal, la prostitution, les fusillades au volant, les vols avec violation du domicile et les vols qualifiés commerciaux.

Au cours des 18 derniers mois on a enregistré plus de 20 homicides non résolus au sein de la communauté asiatique de la région de Vancouver. Au cours de l'année écoulée, on a également constaté une augmentation des vols avec violation de domicile au sein de la communauté asiatique du Grand Montréal.

Au pays, les organisations de souche asiatique commettent des crimes qui ne sont pas confinés à la communauté asiatique, notamment la criminalité en col blanc comme le recyclage de fonds, la fraude en matière de cartes de crédit et l'utilisation de faux chèques, la fraude en matière de télécommunications et le piratage de logiciels. De plus, ces groupes participent aux opérations de grands réseaux de vol et commettent des cambriolages commerciaux. Ces nouveaux secteurs d'activité criminelle posent un défi aux autorités policières et constituent une menace tant pour les milieux bancaires que la société canadienne en général.

Les crimes économiques

La fraude en matière de cartes de crédit demeure l'activité de prédilection des organisations criminelles opérant dans la communauté asiatique. Les principaux acteurs sont les BCB, mais d'autres criminels asiatiques tremperaient également dans ce genre de crime. En outre, les organisations criminelles de souche asiatique se sont livrées à la distribution de fausse monnaie

Les criminels asiatiques intensifient leur implication dans le vol et la contrebande de matériel informatique et de logiciels. Au cours de la dernière année, des criminels asiatiques en Colombie-Britannique et en Ontario ont trempé dans le vol d'ordinateurs, de pièces d'ordinateurs et de matériel électronique, ainsi que dans la fabrication de vidéos pirates. Le crime organisé de souche asiatique est aussi profondément impliqué dans le vol et la contrebande d'automobiles à destination de pays du Sud-Est asiatique comme la République populaire de Chine (RPC) et le Vietnam.

Les drogues et la contrebande

Les criminels de souche asiatique dominent à tous les niveaux du trafic d'héroïne au Canada, de l'importation à la distribution dans la rue. Ainsi, à Calgary et à Edmonton, les bandes asiatiques s'adonnent à la distribution de drogues. Ils vont même jusqu'à contrôler et à distribuer les drogues dans les agglomérations nordiques comme Yellowknife. La

violence associée aux drogues pose un problème à Edmonton aussi bien qu'à Calgary.

L'an dernier, les criminels asiatiques ont participé à la contrebande d'illégaux en provenance de la RPC, en particulier de la province de Fujian. De nombreux illégaux ont transité par le Canada pour se rendre aux États-Unis. Ainsi, dès leur arrivée au Canada, on fait passer clandestinement de nombreux illégaux de la RPC aux États-Unis, soit par véhicule ou par bateau. Certains illégaux passent par la réserve d'Akwesasne.

Les réseaux de souche asiatique demeurent impliqués dans la vente d'alcool et de cigarettes de contrebande. Ces groupes entretiennent des liens avec différentes organisations criminelles, notamment celles de souche autochtone, dans le but d'acheter de l'alcool et des produits du tabac de contrebande pour leurs réseaux de distribution. Les groupes asiatiques ont aussi collaboré avec les Hells Angels du Québec et de la Colombie-Britannique pour la distribution de drogues et d'armes à feu.

Perspective

- Le crime organisé de souche asiatique continuera de dominer l'importation et la distribution de l'héroïne de très haute qualité provenant de l'Asie du Sud-Est. Les groupes asiatiques ont aussi collaboré avec les Hells Angels du Québec et de la Colombie-Britannique pour la distribution de drogues et d'armes à feu.
- Le crime organisé de souche asiatique continuera son implication dans la fraude relative aux cartes de crédit et dans le vol et la contrebande de composants informatiques.
- Les Big Circle Boys et leurs associés vont continuer de représenter une grave menace dans la plupart des grands centres urbains du pays..

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LE CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE EST-EUROPÉENNE

Faits saillants

- Les organisations criminelles de souche est-européenne sont maintenant actives pratiquement partout au pays et prennent aussi de l'expansion dans le genre d'activités criminelles exercées. On constate une intensification sensible de la contrebande de biens volés, incluant les voitures de luxe, le matériel informatique et d'autres biens de consommation.
- Les organisations criminelles de souche est-européenne entretiennent des liens solides partout au pays, de même qu'avec leurs homologues aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et du Centre-Est ainsi qu'en ex-Union soviétique.

Situation actuelle

Le crime organisé de souche est-européenne au pays a élargi la gamme et l'ampleur de ses activités : elle opère désormais dans pratiquement toutes les régions du pays, de la Colombie-Britannique à la région de l'Atlantique. Outre les crimes comme l'extorsion aux dépens de la population émigrée, ces organisations se livrent à un large éventail d'activités, depuis l'exploitation de réseaux de vol à l'étalage et de prostitution jusqu'aux infractions en matière d'immigration et différents genres de fraudes. Ces groupes sont impliqués dans les fraudes touchant les taxes sur l'essence, le recyclage de fonds et l'importation de drogues et l'exportation de voitures volées. On constate une augmentation du vol et de la contrebande à destination de l'étranger de biens de consommation, des voitures de luxe au matériel informatique et aux bijoux. Ils ont établis des rapports avec les organisations de souche est-européenne au Canada, ainsi qu'avec d'autres organisations aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et du Centre-Est de même qu'en ex-Union soviétique.

Certains groupes criminels organisés de souche est-européenne se distinguent par leur structures organisationnelles ou hiérarchiques bien définies, tandis que d'autres semblent strictement organisées en fonction d'opérations précises et se forment et se dissolvent selon le ou les crimes à commettre. De même, plusieurs groupes criminels organisés de souche est-européenne ont été reliés aux soi-disant entrepreneurs criminels d'Europe de l'Est qui, en arrivant au Canada ou peu de temps après, s'adonnent à de vastes entreprises de commerce international, transigeant des affaires entre le Canada et l'Europe de l'Est.

Perspective

- Le crime organisé de souche est-européenne intensifiera la contrebande de biens de consommation volés à destination de l'ex-Union soviétique et d'autres pays.
 - Tout semble indiquer que les groupes de souche est-européenne au Canada intensifieront leur activité liée au trafic de la drogue.
 - Les groupes de souche est-européenne vont diversifier leurs activités criminelles et établir des liens avec les autres organisations criminelles au pays.
-

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LE CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE ITALIENNE

Faits saillants

- Au cours de l'année écoulée, le pays a connu un certain nombre d'incidents importants -- meurtres non résolus, incendies criminels et importation massive de drogues -- qui confirment la menace posée par le crime organisé de souche italienne.

Situation actuelle

La criminalité organisée de souche italienne constitue une menace d'envergure en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario et au Québec. Cela dit, l'activité des organisations touche aussi d'autres secteurs du pays, là où existent des ressources ou des installations utiles, par exemple une bande côtière isolée propice aux déchargements de drogues.

Au Canada, les criminels de souche italienne sont plus ou moins associés à trois grandes organisations : la mafia sicilienne, la Ndrangheta et la Cosa Nostra. À l'heure actuelle, c'est la mafia sicilienne qui est la plus influente.

Comme nous l'avons mentionné dans les années passées, l'importation et le trafic de drogues ainsi que le recyclage de fonds figurent parmi les principales activités du crime organisé de souche italienne. En second plan, citons l'extorsion de fonds, les voies de fait, la contrebande, le jeu illégal, les prêts usuraires et les incendies criminels.

En avril 1996, le projet CAVIAR/OVERDATE a permis l'arrestation de 32 personnes au pays et en Espagne. D'importantes figures criminelles, pour une large part membres du crime organisé de souche italienne, ont fait l'objet d'accusations de complot en vue d'importer du haschich et de la cocaïne au Canada et des accusations de complot en vue de faire le trafic de la cocaïne. En outre, on a saisi au total environ 3 tonnes de haschich à Toronto, à Montréal, en Angleterre et au Pakistan, de même qu'environ 500 kilogrammes de cocaïne à Toronto et à Montréal, à Rouse's Point (État de New York) et à New York, au Panama et au Brésil. Dans la région de Toronto, deux groupes distincts ont importé des stupéfiants au pays à l'aéroport Pearson. Le premier aurait demandé aux bagagistes de

retirer certains éléments des bagages avant l'inspection par les douanes canadiennes. Le second a fait appel à un employé d'une société établie à l'aéroport et qui constituait en fait une façade de la GRC, pour importer des stupéfiants d'Europe dans des conteneurs. Le lien commun entre ces deux groupes est leur association avec les conspirateurs de souche québécoise.

Le projet CHOKE a eu cours de 1993 à avril 1996. Le volet ontarien de cette enquête avait pour nom de code : projet OILPALM. Ces enquêtes avaient pour cible une organisation criminelle impliquée dans le trafic d'héroïne et de cocaïne à Montréal et à Toronto, en liaison avec des fournisseurs à New York et à Miami, de même qu'à Cali (Colombie) et à Lima (Pérou). Si plusieurs importations avaient été prévues, une seule a effectivement eu lieu : une livraison de 170 kilogrammes de cocaïne. Des figures éminentes du crime organisé ont été arrêtées et ont fait l'objet d'accusations en rapport avec cette affaire, notamment Frank COTRONI et son fils, Francesco, Anthony VOLPATO et Giovanni MARRA, tous de la région de Montréal.

Les enquêtes susmentionnées mettent en lumière un certain nombre d'éléments communs aux grandes opérations criminelles et illustrent notamment l'envergure internationale de la criminalité contemporaine. En outre, ces enquêtes font valoir les avantages de la collaboration entre les organismes d'application de la loi, tant nationaux qu'étrangers, dans la répression de ces activités illicites. Parmi les méthodes de dissimulation de la contrebande, citons l'utilisation de cargaisons de crevettes, de café et de cuir. Si des sociétés légitimes sont quelquefois impliquées à leur insu, une grande partie des criminels sont des propriétaires et des gestionnaires d'entreprises commerciales licites ou des participants importants dans ces dernières : des conseillers financiers et des investisseurs, voire des propriétaires de sociétés de transport, jusqu'aux petites entreprises de fleuristes.

Les autorités italiennes font état de rapprochements entre les organisations criminelles d'Italie et d'ailleurs, notamment de Russie, du Japon et de Chine. Ces alliances auraient principalement pour but de favoriser le recyclage de fonds. Au Canada, on relève un nombre croissant de ces associations; de fait, toute activité criminelle repose sur la collaboration entre des groupes et des individus de diverses ethnies. Appelés à témoigner devant un sous-comité du Sénat américain en mai 1996, d'anciens membres du crime organisé de souche italienne ont précisé l'implication du crime organisé de souche italienne et de souche est-européenne dans des stratégies de fraude concernant la taxe sur les carburants. En deux mots, les organisations criminelles de souche italienne ont offert d'assurer la protection de centaines de postes d'essence appartenant à des Russes, favorisant ainsi l'existence d'un cartel pour l'approvisionnement et la distribution d'essence.

Perspective

- Les membres du crime organisé de souche italienne continueront d'avoir recours à la corruption pour obtenir des faveurs et d'essayer de se soustraire à la justice.
 - Le blanchiment d'argent continuera d'être une de leurs principales activités.
 - Avec les revenus énormes de leurs activités criminelles, les membres du crime organisé de souche italienne propriétaires d'entreprises commerciales légales seront en mesure de pratiquer des politiques de bas prix constituant des pratiques déloyales à l'endroit d'hommes d'affaires honnêtes.
 - Les organisations criminelles de souche italienne continuent de poser une menace réelle au pays. Leur pouvoir accru, fruit de leur collaboration avec d'autres organisations criminelles, constitue un défi de taille pour les autorités.
-

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LES HELLS ANGELS & AUTRES BANDES DE MOTARDS CRIMINALISÉS

Faits saillants

- Les Hells Angels demeurent l'une des organisations criminelles les plus puissantes et les mieux structurées au pays.
- Le trafic des drogues constitue l'activité la plus lucrative des bandes de motards criminalisés. C'est particulièrement vrai pour les Hells Angels qui, grâce à l'appui de leurs clubs affiliés, ont pris le contrôle de la distribution et de la vente de drogues comme la cocaïne, le cannabis, le LSD et la PCP. De plus, la bande se livre à la culture hydroponique de la marijuana et se taille une part de plus en plus importante de la contrebande d'alcool et de produits du tabac.
- Le conflit armé opposant les Hells Angels et les Rock Machine fait toujours rage au Québec.
- Les Hells Angels se sont installés en Alberta et ont mis de l'avant leur projet d'expansion dans les provinces de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario.

Situation actuelle

Des 38 bandes de motards criminalisés connues au Canada, les Hells Angels s'avère la plus puissante et la mieux organisée. C'est le seul club à exercer son influence dans chaque province du pays, à l'exception de l'Ontario. En outre, les Hells Angels cherchent constamment à diversifier leurs activités criminelles.

Au Québec, la guerre se poursuit entre les Hells Angels et les Rock Machine, une bande de motards indépendante sans couleurs officielles. Le conflit a éclaté en juillet 1994, lorsque les deux gangs voulaient obtenir le contrôle du trafic de la drogue dans la région de Montréal et d'autres régions de la province.

Au début de 1996, contrairement à l'année précédente, où le conflit avait fait un nombre élevé de morts, on a assisté à une réduction des incidents violents. L'accalmie a toutefois été de courte durée, les hostilités reprenant au printemps, plus précisément dans la région de Québec, cette fois. Les Rock Machine, soutenues par les frères ROBERGE, une organisation indépendante à Québec, ont entamé une lutte acharnée contre les Hells

Angels en vue de contrôler des bars et des débits de boisson impliqués dans la distribution et la vente de drogues. Cette brusque poussée de violence a été suivie d'autres incidents importants. En août, notamment, un attentat a été perpétré contre le chef emprisonné des Rock Machine, qui attendait de comparaître à un procès aux États-Unis pour complot en vue d'importer de la drogue.

Le même mois, à Verdun, près de Montréal, une bombe de 90 kg de dynamite a été trouvée à proximité d'un entrepôt utilisé comme lieu de rencontre par les Rock Machine. En octobre, deux membres importants de la section de Montréal des Rock Machine ont été abattus à coups de fusil à Verdun. En novembre, une bombe de 23 kg de dynamite a été posée sur la propriété du repaire des Hells Angels à Saint-Nicolas, en banlieue de Québec. Toutefois, l'engin a été neutralisé avant d'exploser. En décembre, un membre de la section de Québec des Hells Angels a été tué.

Depuis l'amorce du conflit, on recense plus de 50 victimes, 57 tentatives et complots de meurtres et 40 attentats à la bombe et incendies criminels.

Une équipe d'enquêteurs formée en octobre 1995 et constituée de membres de la SQ, du SPCUM et de la GRC, mieux connue sous le nom d'Opération CARCAJOU, mène une lutte sans relâche aux bandes de motards criminalisés. En 1996, l'opération s'est étendue à l'extérieur de la région de Montréal pour cibler les trafiquants de drogues associés aux bandes de motards dans les régions de Québec et de Sherbrooke. En novembre, l'équipe de CARCAJOU a perdu certains membres qui ont rallié le Groupe d'enquête mixte sur le crime organisé, une nouvelle escouade d'enquêteurs d'élite issus du SPCUM, de la SQ et de la GRC, et supervisant les opérations CARCAJOU et FAUCON. Cette dernière opération sera axée sur le crime organisé de souche italienne et les produits de la criminalité cumulés par ses membres.

L'Ontario compte le plus grand nombre de bandes de motards criminalisés (13) et le plus grand nombre de motards. Malgré l'existence d'un marché de drogues très lucratif, les Hells Angels n'ont pas réussi à établir de sections dans la province, trop occupés qu'ils étaient à lutter contre les Rock Machine. Tout semble indiquer que les Rock Machine ont mis sur pied une section à Kingston, tandis que les Hells Angels domineraient le trafic de drogues dans la région de Cornwall, par l'intermédiaire d'un sous-groupe, les Evil Ones.

La section de Halifax des Hells Angels constitue la seule à l'est du Québec. Elle domine la plupart des activités criminelles dans la région de l'Atlantique, surtout le trafic des drogues. De fait, la seule autre bande de motards criminalisés de la province, les Undertakers de Dartmouth, sont entièrement assujettis aux Hells Angels, tout comme les Bacchus au Nouveau-Brunswick.

Dans les Prairies, les Hells Angels ont des liens au Manitoba et en Saskatchewan et ils ont récemment formé leur première section en Alberta. Parallèlement, les cinq sections des Hells Angels de la Colombie-Britannique sont extraordinairement riches et sont impliquées dans la plupart des activités criminelles ayant cours sur la côte ouest, y compris l'importation et la distribution des drogues. Elles s'adonnent aussi activement au recyclage d'argent et réinvestissent souvent leurs profits illicites dans des entreprises légitimes.

Perspective

- La guerre entre les Hells Angels et les Rock Machine va se poursuivre. Pour le moment, rien ne permet de déterminer laquelle des deux bandes prédominera. Cette guerre intensive a obligé les deux bandes à ralentir de beaucoup leurs activités criminelles, surtout le trafic de la drogue.
- En décembre 1997, la section de Montréal des Hells Angels célébrera le vingtième anniversaire de sa fondation. Cet événement devrait entraîner la tenue de plusieurs activités au sein de l'organisation, surtout à l'échelle internationale.
- Outre leurs activités criminelles connues, telles que le trafic des drogues, la contrebande de produits du tabac et de l'alcool, la prostitution, le vol et l'extorsion de fonds, les Hells Angels se servent des réseaux financiers internationaux pour recycler les produits de leurs activités illicites.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LES ARMES À FEU ET LE CRIME ORGANISÉ

Faits saillants

- Les criminels se procurent des armes à feu plus puissantes et à tir automatique.
- Les armes à feu utilisées à des fins criminelles comprennent des carabines ou des fusils achetés d'armuriers légitimes, des armes à feu volées et des armes à feu de contrebande.
- Les États-Unis sont la principale source d'approvisionnement pour les armes à feu légales et illégales qui entrent au Canada.

Situation actuelle

Les individus et les groupes criminels organisés ont accès à une grande variété d'armes à feu et préfèrent de plus en plus les mitraillettes à tir rapide. Les armes à feu sont habituellement passées en contrebande au Canada ou obtenues au cours d'opérations criminelles comme des vols par effraction. L'arme de poing constitue de plus en plus l'arme à feu de prédilection, mais on retrouve toujours des armes longues légales aux mains de criminels, qui les utilisent pour commettre des crimes.

On ignore quel est le nombre d'armes à feu illégales au Canada, mais on y trouve présentement 1,2 million d'armes à feu enregistrées. Environ 65 000 armes à feu ont été rapportées volées au cours des vingt dernières années et plus de 5 600 ont été rapportées perdues ou manquantes. Cela constitue un arsenal important d'armes à feu qui pourraient servir à des activités criminelles, en plus d'une grande quantité d'armes à feu en contrebande au Canada. Contrairement aux biens illégaux comme la cocaïne, qui est consommée et doit être continuellement remplacée, une arme à feu peut être utilisée de façon répétée par un criminel, jusqu'à ce qu'il s'en défasse ou qu'elle soit saisie par la police.

Les États-Unis sont la principale source de la plupart des armes à feu légales et illégales au Canada. Il est relativement facile pour un Canadien d'acheter des armes à feu aux États-Unis soit directement, soit par l'entremise d'un complice aux É.-U. ou d'un faux acheteur. Comme il y a plus de 127 000 détenteurs de permis fédéral d'arme à feu aux États-Unis et

que les règles et les règlements régissant la vente d'armes y sont moins rigoureux, il est impossible d'éliminer cette source d'armes à feu pour le marché illégal au Canada.

La contrebande d'armes à feu au Canada passe par les ports d'entrée normaux et par les nombreux points d'entrée non surveillés. Les renseignements continuent d'identifier les réserves autochtones, en particulier Akwesasne, comme filières d'acheminement des armes à feu illégales qui entrent au Canada. Les passeurs d'armes à feu ne sont pas nécessairement des criminels endurcis. Ainsi, on a intercepté des aînés en possession d'armes à feu illégales. La contrebande d'armes à feu au Canada semble le fait d'individus ou de petits groupes qui transportent de petits chargement de trois à douze armes à feu illégales.

Au Canada, certains individus attirés par la propagande des «milices» des É.-U. ou qui embrassent des idées antigouvernementales semblables, considèrent que la possession de tout type d'arme à feu est nécessaire au maintien de leur idéologie et à leur conception de la liberté personnelle. Par conséquent, ces individus s'adonnent aussi au commerce des armes à feu illégales au Canada. En octobre 1996, la découverte à Smithers, en Colombie-Britannique, d'une cache d'armes à feu, de munitions et de matériel de survie éventuellement reliée à une milice d'activistes du Texas, nous offre un exemple récent de ce genre d'activité.

On utilise de plus en plus les armes de poing pour commettre des crimes. En 1986, un cinquième des homicides commis au moyen d'une arme à feu furent commis au moyen d'une arme de poing, mais en 1996, cette proportion passait à la moitié. Les criminels adoptent de plus en plus l'arme semi-automatique. Par le passé, on arborait un pistolet de 9mm ou un revolver .357 Magnum pour afficher son pouvoir ou son prestige. Aujourd'hui, on montre souvent un pistolet-mitrailleur MAC 10 ou TEC-9. Cependant, les criminels utilisent toujours des armes à feu moins chères et de petit calibre (.32 ou .25), plus faciles à dissimuler dans une poche et moins coûteuses à jeter après un crime.

Les armes à feu représentent un bien de consommation courant pour les groupes criminels organisés qui les utilisent pour se protéger, affirmer leur pouvoir et leur prestige et commettre des actes criminels. Ce facteur va demeurer une constante de leur comportement et va continuer de représenter une menace omniprésente pour les policiers et le grand public.

Perspective

- Les criminels vont continuer de se procurer de plus en plus d'armes à feu à tir rapide.
 - Les armes à feu vont continuer d'être associées aux activités quotidiennes des criminels.
-

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LE CRIME ORGANISÉ DE SOUCHE COLOMBIENNE

Faits saillants

- Les groupes de trafiquants de souche colombienne continuent à jouer un rôle déterminant dans le commerce de la cocaïne. En outre, ils contrôlent des opérations de recyclage de l'ordre de plusieurs millions de dollars au Canada.

Situation actuelle

Les groupes de trafiquants de souche colombienne continuent de jouer un rôle déterminant dans le commerce de la cocaïne, tant au pays qu'à l'échelle internationale. Nombre de ces derniers sont associés à des organisations de la Colombie, mais conservent une certaine autonomie. De fait, ces groupes forment des alliances entre eux, même s'ils sont liés à des organisations mères en Colombie. De plus, ils tissent souvent des liens avec des groupes non colombiens, surtout avec les organisations criminelles de souche italienne.

Les groupes de souche colombienne en activité au pays n'ont pas été touchés par l'incarcération des chefs de la mafia de Cali. Leur enjeu principal, à l'heure actuelle, consiste à protéger leur monopole de l'emprise des trafiquants de cocaïne émergents.

Contrairement à ce que l'on pense, les mafias colombiennes de la cocaïne n'épousent pas une structure monolithique, mais sont organisées en une série d'entités distinctes relevant d'un trafiquant unique. Ces groupes s'entendent pour coexister dans une région particulière, comme Cali ou Medellin. Une telle entente favorise une relation mutuellement avantageuse, permettant aux organisations de se consacrer à leurs activités lucratives, plutôt que de se livrer à une guerre de territoire. Elles peuvent mettre à profit les compétences de chacune pour éviter la sous-traitance et le dédoublement des efforts, ce qui réduit les coûts et les risques des affaires.

Les réseaux de trafiquants de cocaïne de souche colombienne sont solidement établis au Canada. Ils continuent à se servir d'entreprises commerciales pour couvrir leurs activités

illégalles et se fondent dans les milieux des affaires latino-américains dans les métropoles. Ces groupes se tiennent autant que possible à l'écart du trafic comme tel, préférant agir en tant qu'intermédiaires. Ils ne mêlent pas les transactions de drogue et d'argent et s'en remettent à des réseaux complexes de recyclage de fonds pour acheminer les narcodollars à l'étranger.

En septembre 1995, la police a saisi 305 kilogrammes de cocaïne en Colombie-Britannique. La marchandise saisie faisait partie d'un envoi beaucoup plus important de 700 à 1 000 kilogrammes, organisé par les Hells Angels et les Colombiens à Vancouver. En février 1996, on a saisi 400 kilogrammes de cocaïne à Vancouver dans un conteneur d'articles de cuisson en provenance de Colombie. La police a procédé à une livraison surveillée dans un entrepôt de Toronto loué à un groupe de Colombiens. L'information tirée d'une saisie de 38 kilogrammes de cocaïne effectuée à Cambridge, Ontario et apparemment sans rapport avec la précédente, ramenait les policiers au même entrepôt. D'après les éléments de preuve trouvés aux deux endroits, le groupe avait réussi à distribuer plus de 350 kilogrammes de cocaïne.

Perspective

- Les organisations de trafiquants de souche colombienne posent un défi majeur aux autorités policières. Leurs réseaux complexes de trafic et de recyclage sont difficiles à percer, principalement parce qu'ils continuent d'utiliser des institutions non bancaires pour blanchir les produits de la criminalité au Canada.
- Un autre écueil repose sur la volonté de ces organisations de collaborer avec d'autres groupes criminels sans égard à leur origine ethnique, ni à leur idéologie.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LE PASSAGE D'ILLÉGAUX

Faits saillants

- Le passage d'illégaux constitue une entreprise particulièrement lucrative pour le crime organisé. De vastes sommes d'argent sont ainsi soutirées du vaste nombre de personnes désirant émigrer, tandis que les sanctions éventuelles sont négligeables.
- Les organisations criminelles créées dans le but précis de passer des illégaux font entrer la majeure partie des immigrants illicites au Canada.

Situation actuelle

Le passage d'illégaux constitue une entreprise d'envergure. Les réseaux se livrant à ce trafic opèrent dans toutes les régions du monde : en Iran, en Inde, dans la République populaire de Chine, au Sri Lanka, au Pakistan, à Hong Kong, en Thaïlande, au Nigéria, au Brésil, en Russie, aux États-Unis et au Canada.

Les réseaux offrent à leurs clients des «forfaits» comprenant les faux documents et les billets d'avion, ainsi que l'usage de lieux d'hébergement sûrs et de contacts tout au long de leur voyage. Le tarif : de 5 000 \$ à 50 000 \$ par personne. Ainsi, un de ces réseaux, démantelé en novembre 1996, offrait d'acheminer des émigrants de la République populaire de Chine au Canada via les États-Unis pour 45 000 \$.

En règle générale, les réseaux de passeurs d'illégaux en activité au Canada sont indépendants ou collaborent, mais seulement de loin, avec les grandes organisations criminelles. Au niveau international, toutefois, les organisations criminelles sont impliqués dans pratiquement tous les aspects de ce trafic.

Les organisations impliquées dans ce trafic soutiennent les extrémistes criminels appartenant à leur groupe religieux ou ethnique, ou à d'autres groupes, en leur donnant accès à leur réseau d'acheminement. Les criminels extrémistes se prévalent par ailleurs des réseaux de trafic de drogue et de contrebande pour acheminer des extrémistes et du matériel.

Voies d'acheminement

Les voies utilisées par les organisations pour le passage d'illégaux ont toujours été difficiles à déterminer, parce qu'elles changent constamment, presque d'un mois à l'autre. Les passeurs ont été en mesure de contourner les mesures d'interdiction avec une certaine aisance, en évitant les points de transit et les points d'embarquement, qui présentent le risque d'un contrôle et d'un interrogatoire exhaustifs, voire l'exigence d'un visa. De nombreux illégaux passent par le Canada pour se rendre aux États-Unis.

Perspective

- Le passage d'illégaux offre aux organisations criminelles le double avantage d'un profit élevé sur l'investissement et l'éventualité d'une peine minimale en cas de condamnation. Il n'en faut pas plus pour inciter les organisations criminelles du pays à ajouter cette activité à leurs opérations.
- Les organisations criminelles impliquées dans la contrefaçon de pièces d'identité pourraient devenir une ressource attrayante pour les réseaux se livrant au passage d'illégaux.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LA CONTREBANDE DE BIENS

Faits saillants

- Pratiquement toutes les organisations criminelles en activité au Canada ont trempé dans la contrebande, en autonomie ou en collaboration avec d'autres groupes.
- Les répercussions financières de la contrebande de biens sont profondes. Ainsi, dans les mois les plus intenses de 1996, on a démantelé une grosse opération de contrebande établie en Ontario, mais qui avait des ramifications nationales et internationales, on a évalué à 1,1 million de dollars les profits réalisés par le crime organisé. Ces profits se traduisent en une perte d'environ 1,9 million de dollars en impôts pour le gouvernement.

Situation actuelle

Tout comme le trafic des drogues, la contrebande est devenue une source de revenus importante pour le crime organisé. De fait, la plupart des organisations criminelles agissant au Canada se livrent à cette activité que ce soit de façon indépendante ou en collaboration. Tandis que le tabac et l'alcool demeurent les produits les plus populaires, la gamme de biens passés en contrebande s'élargit constamment, le seul critère étant la possibilité de récolter un profit maximal. Parmi les divers biens les plus importés récemment, mentionnons les bijoux et les pierres précieuses, les véhicules volés, les armes, les parties d'animaux, les cigares et même les illégaux. Il existe un marché non négligeable pour chacun de ces produits et services, aussi bien au Canada qu'à l'extérieur. De plus, quantité de ces produits sont fortement taxés, ce qui les rend hors prix pour la plupart des gens.

Aucune région du pays n'est épargnée par la contrebande. Dans certains secteurs, les opérations sont de nature familiale, donc peu hiérarchisées. D'autres opérations sont le fait de grandes organisations criminelles dotées de réseaux et de relations internationales bien établis. Une organisation dont le présumé chef a été arrêté aux États-Unis et qui fait actuellement l'objet d'un mandat d'arrestation pan-canadien faisait la contrebande d'alcool et de tabac des États-Unis au Canada. Le groupe aurait réalisé des profits atteignant 100

millions de dollars depuis 1992.

Les sources des biens varient selon le produit et l'emplacement géographique des organisations de contrebande, mais la majeure partie de l'alcool provient des États-Unis. À l'instar des produits du tabac, un fort pourcentage est constitué de biens fabriqués au Canada, exportés des États-Unis et écoulés sur le marché noir canadien. Les écarts de prix importants des cigarettes ont donné naissance à un trafic interprovincial florissant. Le coût d'une cartouche de cigarettes varie de quelque 26 \$ en Ontario et au Québec à plus de 50 \$ à Terre-Neuve. Les marques étrangères (surtout américaines et britanniques) et autochtones accaparent une moindre part du marché du tabac de contrebande.

Des groupes anciennement impliqués dans le trafic de la drogue s'adonnent souvent aujourd'hui à la contrebande de tabac et d'alcool. Il y a de nombreuses raisons à cela, mais on remarque surtout que les profits sont élevés et que l'infrastructure nécessaire est déjà en place. Le fait que le public perçoit la contrebande comme une activité relativement inoffensive et que les peines imposées aux délinquants soient plutôt légères y sont sûrement aussi pour quelque chose. Les rapports faisant état d'intentions d'échanger des drogues et des armes illicites contre du tabac de contrebande attestent également des liens existant entre ces divers milieux.

Ainsi qu'on l'a déjà dit plus haut, bien des Canadiens ne considèrent pas la contrebande comme un «vrai» crime. C'est pourquoi de nombreux organismes s'appliquent au Canada à en faire connaître les vastes répercussions au grand public, entre autres la concurrence que les commerçants honnêtes doivent subir de la part des revendeurs de contrebande, l'implication des criminels endurcis aux opérations de contrebande et les liens entre les profits et la perpétuation de crimes plus faciles à reconnaître.

Perspective

- Les possibilités de profits issus de la contrebande vont continuer d'attirer de manière irrésistible les organisations criminelles de faible et de grande envergure. Une activité qui apparaît relativement innocente aux yeux de beaucoup de gens a cependant des répercussions dévastatrices et les entreprises licites vont devoir affronter la concurrence d'un marché noir en expansion.
- La contrebande va s'apparenter de plus en plus au trafic de la drogue. Les figures principales vont demeurer à l'écart de la contrebande, ce qui compliquera l'obtention de preuves incriminantes sur leur rôle.
- Les organisations criminelles vont continuer de se soustraire à l'enquête et aux poursuites en modifiant les itinéraires et les biens de contrebande.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LE TRAFIC DES DROGUES

Faits saillants

- Les dérivés du cannabis, suivis de près par la cocaïne, demeurent les drogues les plus populaires au Canada en 1996. La demande de drogues chimiques est forte, mais varie considérablement selon l'approvisionnement en autres substances psychotropes.
- La menace posée par l'héroïne au pays s'intensifie avec l'émergence d'un nombre grandissant de pays producteurs et de pays d'acheminement et l'augmentation de la demande. En 1996, l'approvisionnement au détail est demeuré stable, ponctué de légères fluctuations de prix, selon la pureté et le pays d'origine de la drogue.
- Les organisations de souche asiatique ayant des liens ethniques avec Hong Kong, Taïwan, la République populaire de Chine et, plus récemment, avec le Vietnam, maintiennent leur emprise sur le marché de l'héroïne au pays, tandis que des groupes entretenant des liens en Inde, en Afghanistan, au Pakistan, en Iran et en Turquie constituent des importateurs de second plan.
- La culture hydroponique de la marijuana au pays a connu une expansion sans précédent. La marijuana hydroponique canadienne est désormais exportée aux États-Unis. Par ailleurs, la marijuana provenant du Mexique, de la Colombie et de la Jamaïque forme toujours une large part des approvisionnements sur le marché canadien.
- Le trafic de drogue constitue toujours une source importante de revenus pour les organisations criminelles au pays. Celles-ci comptent sur leurs ressources mutuelles pour établir des contacts avec les pays producteurs et d'acheminement, pour assurer la logistique des importations peu risquées, des livraisons et la distribution des produits.
- Le crime organisé de souche italienne est impliqué dans l'importation et la distribution à grande échelle de nombreux genres de drogues. Les groupes de souche asiatique se livrent au trafic actif de l'héroïne et de plus en plus, de la cocaïne, depuis l'importation jusqu'à la vente au détail. En outre, les bandes de motards criminalisés jouent un rôle déterminant dans la distribution à grande échelle de cannabis, de cocaïne et de drogues chimiques. Enfin, des entrepreneurs sans liens avec les grandes organisations criminelles constituent des fournisseurs importants de drogues sur le marché canadien.

GÉNÉRALITÉS

En 1996, le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies a conclu une étude sur les coûts entraînés par les toxicomanies au pays. Les coûts directement attribués à la consommation des drogues en 1992 sont évalués à 1,37 milliard de dollars, soit 48 \$ par citoyen. La plus grande part de ces coûts (823 millions de dollars) découle de la perte de productivité provoquée par la morbidité et les décès prématurés, tandis qu'une part importante (400 millions de dollars) est attribuable aux dépenses engagées pour l'application de la loi. Par ailleurs, on évalue à 88 millions de dollars les coûts directs en matière de soins de santé. Les chiffres ne tiennent pas compte des coûts (en matière d'exécution de la loi et de pertes matérielles) de l'ensemble des crimes (vols, meurtres, violence domestique, etc.) indirectement liés à la consommation des drogues illicites. De plus, les auteurs de l'étude reconnaissent le manque de données; c'est pourquoi ils ont fait preuve de prudence dans les évaluations susmentionnées. Pour mettre les choses en perspective, signalons que les dépenses globales engagées par la police au pays sont évaluées à 5,394 milliards de dollars pour 1992.

Perspectives

- Au cours des deux prochaines années, l'offre et la pureté de héroïne sur le marché canadien vont demeurer élevées. Le nombre d'héroïnomanes va sans doute s'accroître graduellement. À long terme, une augmentation de la demande est à prévoir. Les prix vont demeurer stables et peut-être même diminuer.
- Les profits générés par la culture de la marijuana vont inciter les organisations criminelles à accroître leur rôle dans cette activité illicite.
- L'envergure des laboratoires clandestins découverts en 1996 démontre la nature lucrative de cette activité, ses ramifications internationales et l'implication croissante de groupes indépendants non associés aux principales organisations criminelles.
- Les groupes criminels organisés tels que les Hells Angels en C.-B., et le West End Gang à Montréal, maintiennent une forte présence dans les principaux ports de conteneurs et disposent des ressources pour mener de la contre-surveillance lors de la livraison de contrebande. La collusion d'employés et de trafiquants dans les ports maritimes et les aéroports demeurent un sérieux problème.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997**HÉROÏNE****Situation actuelle**

À Vancouver la police signale l'intensification de la vente d'héroïne au détail en 1995-1996. Certains revendeurs peuvent conclure des transactions atteignant 4 kilogrammes; auparavant le maximum s'élevait à environ 1 kilogramme. Les lignes maritimes commerciales sont de plus en plus utilisées pour l'importation massive du stupéfiant.

En Alberta, le trafic des drogues demeure une entreprise criminelle d'envergure. On observe notamment un approvisionnement accru en héroïne dans la province. Les héroïnomanes se trouvent surtout dans les grands centres, c'est-à-dire, Edmonton et Calgary. Les criminels et bandes de souche asiatique vont étendre leurs activités au trafic de la cocaïne, tout en continuant de dominer le marché de l'héroïne dans la province.

En Ontario, l'héroïne saisie en 1996 à l'aéroport Pearson de Toronto provenait principalement de l'Asie du Sud-Est (A.S.-E.) et de l'Asie du Sud-Ouest (A.S.-O.). Des éléments criminels de la région de Toronto ont des liens ethniques avec des contacts en A.S.-E. et en A.S.-O. Cela dit, on ne saurait confirmer quel pourcentage de l'héroïne saisie est destinée à la consommation locale.

Au Québec, les organismes d'application de la loi signalent une augmentation sensible des approvisionnements et de la pureté de l'héroïne vendue au détail. Tout semble indiquer que les organisations criminelles de souche asiatique font concurrence aux autres groupes criminels sur le marché de la drogue dans la région de Montréal.

Les autorités canadiennes ne disposent pas d'un programme d'analyse pouvant établir l'origine de l'héroïne saisie, en raison des coûts prohibitifs d'un tel programme. En l'absence de renseignements précis sur les routes d'importation, la police se fonde sur l'origine du groupe ou du trafiquant impliqué pour déterminer la source du stupéfiant. Malheureusement, cette méthode de déduction est aléatoire, car la plupart des réseaux de trafiquants s'approvisionnent un peu partout, en fonction de l'offre.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

COCAÏNE

Situation actuelle

L'offre et la consommation du crack continuent à prendre de l'ampleur, surtout dans les villes de l'Atlantique et du centre du pays. Les posses jamaïcains ont en effet mis sur pied et entretiennent des réseaux de distribution du crack dans l'Ontario méridional, notamment à Toronto, tandis qu'un nombre croissant de trafiquants des États-Unis approvisionnent le sud-ouest de l'Ontario.

En juin 1996, on a saisi 5 kilogrammes de crack d'un individu débarquant à l'aéroport Pearson en provenance de la Barbade. Il s'agit d'un fait inusité, car les trafiquants préparent habituellement ce dérivé de la cocaïne de façon ponctuelle, suivant les besoins. L'importation du crack implique donc que les réseaux d'approvisionnement actuels ne suffisent plus à la demande, surtout à Toronto et dans l'Ontario méridional.

Les groupes de trafiquants

La plupart des organisations criminelles au Canada trempent d'une manière ou d'une autre dans le trafic de la cocaïne. En particulier, les Colombiens dominent toujours la plupart du trafic exercé dans les villes des régions de l'Atlantique et du Centre; en outre, ils n'ont pas été touchés par la série d'arrestations des dirigeants du cartel de Cali effectuées en Colombie. Les organisations criminelles de souche colombienne sont essentiellement des groupes décentralisés qui ne dépendent pas d'une structure hiérarchique rigide pour opérer. Par ailleurs, les organisations criminelles de souche italienne se livrent activement au financement et à la planification de grandes opérations d'importation de cocaïne, tout comme les Hells Angels. D'autres bandes de motards criminalisés et leurs associés continuent de se livrer à la vente au détail dans les bars, les discothèques et les clubs d'effeuilleuses. Nombre de ces groupes sont étroitement associés aux Hells Angels au Québec, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique et reçoivent des livraisons de stupéfiants de ces derniers.

Les éléments criminels au sein de différentes communautés d'immigrants antillais se livrent toujours à la vente au détail de la cocaïne. Dans l'ouest du pays, les groupes criminels de souche asiatique intensifient leurs opérations de trafic de ce stupéfiant. En effet, des trafiquants d'origine chinoise, vietnamienne et laotienne resserrent leurs liens à

tous les échelons du trafic de la cocaïne. Par ailleurs, des trafiquants vietnamiens en Alberta contrôlent la distribution du stupéfiant dans les Territoires du Nord-Ouest. Il faut aussi mentionner que des criminels de descendance iranienne, roumaine, et libanaise, trempent de plus en plus dans l'importation et le trafic de la cocaïne.

Par le passé, les organisations criminelles au Mexique se contentaient d'apporter leur soutien aux mafias colombiennes pour l'acheminement de vastes cargaisons de cocaïne aux États-Unis. Désormais, elles dirigent leurs propres activités d'importation à grande échelle aux États-Unis. Les autorités canadiennes devront donc surveiller les rapports entre ces mafias mexicaines et les membres des grandes organisations criminelles opérant au pays.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

CANNABIS

Situation actuelle

- Marihuana -

En 1996, le Canada aura connu une année record en ce qui a trait à la saisie de plants de marihuana produits en serre et à l'extérieur. La teneur en THC de la marihuana hydroponique continue d'être remarquablement élevée (de 10 à 20 %), soit un taux supérieur à la marihuana importée. Les installations de culture hydroponique sont de plus en plus sophistiquées. Dans un cas, on a découvert dans un entrepôt d'un parc industriel, en banlieue de Montréal, une installation hydroponique à l'intérieur de laquelle se trouvaient 11 000 plants en pleine croissance. Cette installation était reliée à une bande de motards criminalisés affiliée aux Hells Angels.

Étant donné la haute qualité de la marihuana produite au Canada et une forte demande sur le marché américain, les cultivateurs peuvent exiger des prix plus compétitifs au niveau de la vente en gros.

La culture hydroponique a connu un essor considérable dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Québec. Une bonne part de la marihuana récoltée en Colombie-Britannique serait exportée aux États-Unis. Une livre de cette drogue coûte 6 000 \$ canadiens sur le marché américain par comparaison à 3 000 \$ canadiens en Colombie-Britannique.

En juin et juillet, à Vancouver, la police et les douaniers saisissaient à la frontière canado-américaine plus de 1,5 million de dollars en devises américaines relié au trafic de la marihuana entre les deux pays.

Par ailleurs, la contrebande de marihuana par passeurs est toujours très populaire. Les voyageurs en ramènent en plus ou moins grande quantité dans leurs bagages à leur retour au Canada. En juin, une organisation nigériane a tenté d'introduire en contrebande, à Montréal, quelque 3 000 kg de marihuana dissimulés à l'intérieur d'un conteneur de barils d'huile en provenance d'Afrique.

- Hachisch -

Le hachisch est importé principalement par chargements de plusieurs tonnes à bord de navires ravitailleurs ou dissimulés dans des conteneurs maritimes. Divers groupes de criminalité organisée, entre autres le crime organisé de souche italienne, le West End Gang et les Hells Angels, coopèrent pour mener à bien ces importations à grande échelle. Au début de 1996, deux cargaisons distinctes, l'une de 7,6 tonnes et l'autre de 8,6 tonnes, furent interceptées. Les deux conteneurs maritimes, qui arrivaient du Pakistan, sont entrés au Canada par le port de Halifax, à destination de Montréal.

En mai, la Drug Enforcement Administration (DEA), en collaboration avec les policiers canadiens, a intercepté en Floride un chargement de 15 tonnes de hachisch. Un Montréalais d'origine polonaise avait comploté avec trois individus d'origine hollandaise pour réaliser cette importation. Cet envoi faisait partie d'une cargaison de 50 tonnes transportée à bord d'un navire ravitailleur. En octobre, les policiers canadiens arraisonnaient un yacht au large de Chéticamp, Nouvelle-Écosse, et saisissaient près de 8 tonnes de hachisch. La drogue provenait apparemment de l'Afrique.

- Huile de hachisch -

En 1996, on remarque aussi un certain nombre de cas où des quantités d'huile de hachisch ont été camouflées à bord des transporteurs aériens, notamment dans le compartiment des toilettes ou derrière des panneaux. Ces faits pointent à la complicité d'employés de compagnies d'aviation ayant la possibilité et l'expertise voulue pour dissimuler de vastes quantités de contrebande dans ces caches.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

DROGUES CHIMIQUES

Situation actuelle

Le commerce illicite de drogues chimiques est en expansion. Il englobe la fabrication clandestine et l'importation de drogues chimiques, le détournement de médicaments sur le marché illicite, le détournement de précurseurs chimiques et le trafic de ces substances. Aucun changement important n'est à signaler dans la demande des drogues chimiques illicites : le LSD continue d'être offert d'un bout à l'autre du Canada; la PCP est limitée principalement à la province de Québec et la psilocybine aux provinces de l'Ouest.

Des bandes de motards criminalisés restent les principaux groupes de criminalité organisée connus à faire le trafic de grandes quantités de méthamphétamine, de PCP et de LSD. Bien que la demande de méthamphétamine au Canada ne semble pas très forte, les organismes canadiens d'application de la loi s'attendent à une hausse des activités criminelles liées à cette substance. Puisqu'on prévoit une hausse de la demande de méthamphétamine aux États-Unis, on croit que davantage de groupes américains viendront au Canada acheter leurs précurseurs et même installer des laboratoires clandestins pour fabriquer cette drogue. Différents groupes de criminalité organisée du Mexique sont déjà spécialisés dans la production et la distribution de méthamphétamine pour le marché américain. Les bandes de motards criminalisés profiteront sans aucun doute du gain de popularité de cette drogue aux États-Unis pour augmenter leur distribution en territoire américain.

La contrebande de stéroïdes au Canada demeure un grave problème. Les modes de passage conventionnels sont utilisés, mais la méthode la plus courante est la livraison postale. Pour le moment, l'importation de stéroïdes au Canada, de partout dans le monde, surtout d'Europe et des pays de l'ex-Union soviétique, ne semble pas liée à des groupes de criminalité organisée. Selon les autorités américaines, des éléments du crime organisé de souche russe se livreraient à l'importation de stéroïdes aux États-Unis.

À Montréal, la police effectue régulièrement des saisies d'Ecstasy (MDMA), pour laquelle il semble exister une bonne demande dans les grandes villes de la Colombie-Britannique. Cette drogue est actuellement très populaire chez les adolescents en Europe. On craint que sa popularité gagne aussi le Canada, tout particulièrement depuis que des cas de fabrication ont été signalés en Colombie-Britannique et au Québec. Les Pays-Bas sont la

source la plus importante de cette drogue dans le monde entier. Des saisies de grandes quantités d'Ecstasy, même en Asie, remontent inmanquablement jusqu'aux Pays-Bas.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LE RECYCLAGE DE FONDS ET DE PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

Faits saillants

- Les organisations criminelles mettent à profit deux lacunes déterminantes des mesures canadiennes de lutte au recyclage : l'absence de lois régissant le rapport des devises et des instruments monétaires et l'absence de lois imposant le rapport de transactions suspectes.

Situation actuelle

Le recyclage de fonds pose une menace en évolution constante pour les autorités au pays et à l'étranger. Les organisations criminelles savent s'adapter aux différents contextes juridiques afin de tirer parti des possibilités de recyclage dans le monde entier pour dissimuler les produits de la criminalité, et les grandes opérations de recyclage actuellement en cours au Canada reflètent cette tendance. En fait, de nombreuses organisations puissantes mettent à profit deux lacunes importantes dans les mesures canadiennes de lutte au recyclage. En l'absence de modalités régissant le rapport des devises et des instruments monétaires, les autorités canadiennes ne disposent que de peu de moyens légaux pour réprimer la contrebande monétaire. De même, l'absence de modalités imposant le rapport des transactions suspectes fait qu'il est très difficile pour les autorités de repérer et de contrôler les transactions bancaires irrégulières.

De nombreuses organisations criminelles font sortir illégalement des sommes du pays pour garantir le paiement de drogues et de biens de contrebande ou pour amorcer des opérations de recyclage. En acheminant des fonds liquides hors du pays, les organisations criminelles font disparaître toute trace de papier et compromettent les efforts des autorités pour repérer les produits de la criminalité.

Les criminels introduisent également au pays les produits de la criminalité sous forme de liquidités. À l'été 1996, la police canadienne a ainsi saisi environ 1,5 million de narcodollars introduits à Vancouver depuis les États-Unis. Le Canada sert aussi de point de transit pour les produits de la criminalité. Par exemple, la police canadienne a saisi 1,2 million de dollars de voyageurs en provenance du Japon en route vers la Jamaïque via

l'aéroport de Vancouver à l'été 1996.

Pour s'éloigner autant que possible des produits de la criminalité, les organisations criminelles virent par câble les fonds illicites entre différents comptes bancaires aux quatre coins du monde. De tels virements sont difficiles à contrôler, surtout dans des pays comme le Canada, dépourvus de loi imposant le rapport des transactions irrégulières. L'expansion des services financiers, notamment l'avènement des cyberbanques sur l'Internet, ouvre de nouveaux créneaux de recyclage et favorisent les virements internationaux de fonds illicites. Cependant, on ne connaît pas encore les effets de cette expansion sur les modalités de recyclage au Canada et à l'étranger.

Afin de mieux lutter contre le recyclage d'argent, le gouvernement fédéral a créé dix nouveaux Groupes intégrés des produits de la criminalité (GIPC) en 1996. Ces groupes rassemblent les ressources et l'expertise des services de police fédéral et locaux, de Douanes Canada, des procureurs fédéraux et des comptables judiciaires pour faire enquête et tenter des poursuites reliées aux produits de la criminalité. Les dix nouveaux GIPC se trouvent à Edmonton, à Calgary, à Regina, à Winnipeg, à London, à Ottawa, à Québec, à Fredericton, à Halifax et à St. John's et s'ajoutent aux GIPC déjà en place à Vancouver, à Montréal et à Toronto.

Perspective

- Les grandes organisations criminelles vont continuer de tirer parti des lacunes en matière juridique et réglementaire pour recycler les produits de la criminalité au Canada. Certaines des organisations les plus puissantes et les plus avancées au pays vont se prévaloir des différents services offerts sur l'Internet pour communiquer et effectuer le recyclage de fonds.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LES CONTREFAÇONS

Faits saillants

- Les pertes résultant de la fraude par fausses cartes de crédit ont atteint 80 millions de dollars en 1996, une hausse de 8 millions de dollars par rapport à 1995.
- Le faux billet de 10 \$ constitue maintenant 57 p. 100 des billets contrefaits signalés. Par ailleurs, le billet de 20 \$ compte pour 31 p. 100, et celui de 50 \$, pour 6 p. 100 des contrefaçons. La reproduction de ces deux coupures s'intensifie cependant.
- Les organisations criminelles se livrant à la contrefaçon des cartes de crédit, de la monnaie et de documents sont très mobiles, ce qui complique d'autant l'obtention de renseignements sur leurs activités. Qui plus est, le recours accru à une technologie de pointe entravera encore la répression.

Situation actuelle

Le Canada, plus particulièrement Toronto, constitue un fournisseur important de fausses cartes de crédit pour l'Amérique du Nord et le monde entier. Les pertes subies au pays en 1996 se chiffrent à 80 millions de dollars, soit 8 millions de dollars de plus qu'en 1995. Précisons qu'au moins 50 p. 100 des fraudes commises avec des cartes de crédit impliquant des criminels au Canada ont lieu à l'étranger. Cette situation complique l'enquête du fait du nombre de territoires de compétence touchés. Si un certain nombre d'enquêtes ont porté fruit, la fraude par fausse carte de crédit demeure un problème pour l'industrie des cartes de crédit.

En outre, on a saisi à Toronto une petite quantité de fausses pièces d'un dollar de haute qualité. Malgré la faible valeur de la pièce, une forte augmentation des contrefaçons peut compromettre l'intégrité de la pièce authentique. Les fausses pièces sont écoulées dans les casinos en raison du fort volume de pièces qui y sont échangées quotidiennement.

La contrefaçon de la monnaie américaine demeure un enjeu important à l'échelle mondiale. La proportion des contrefaçons signalées à la police canadienne est de 85 p. 100

en monnaie canadienne, contre 15 p. 100 en monnaie américaine, c'est-à-dire la proportion inverse des statistiques de l'année dernière. Ce renversement est surtout attribuable à deux grandes saisies de fausse monnaie américaine en 1995. Les chiffres de 1996 sont plus représentatifs de la contrefaçon effectuée au pays. Le nombre total de contrefaçons de monnaie canadienne est de 30 p. 100 plus élevé qu'en 1995 et devrait encore augmenter d'ici la fin de l'année.

La police canadienne examine également de vastes quantités de billets authentiques. Il faut dire que le grand public est de plus en plus sensibilisé au risque de contrefaçon et met davantage en doute la validité des billets de banque. En outre, la police a intensifié les mesures de répression et de sensibilisation, et les gens sont désormais plus attentifs à la fausse monnaie canadienne et américaine. Dans le contexte de la mondialisation, les Canadiens doivent être conscients des risques accrus de voir circuler de fausses devises étrangères.

Les autorités policières peuvent s'attendre à l'utilisation accrue des scanners, des ordinateurs et des logiciels graphiques pour contrefaire des documents et des billets de banque.

Avec l'avènement d'une technologie de pointe, les criminels, pour exercer leurs activités illicites, produisent de plus en plus de documents contrefaits : passeports, permis de conduire, certificats de naissance et autres pièces d'identité. Ces documents servent à créer de fausses identités et à faciliter l'immigration illégale, la fraude et diverses autres formes de criminalité.

Perspective

- La fraude commise à l'aide de fausses cartes de crédit demeurera un problème au pays, car les organisations criminelles adaptent leurs méthodes pour contourner les nouvelles mesures de sécurité mises en place et tirer parti des contraintes reliées au territoire de compétence juridique.
- Tout porte à croire que le billet de 10 \$ est la coupure la plus contrefaite et que la reproduction des coupures de 20 \$ et de 50 \$ prend de l'ampleur.
- L'avènement de scanners, de logiciels graphiques et d'imprimantes couleurs de haute qualité facilitera la contrefaçon de documents et de monnaie, et mettra cette opération à la portée d'un nombre croissant d'organisations criminelles.

Rapport annuel sur le Crime organisé au Canada 1997

LA FRAUDE EN MATIÈRE DE VALEURS MOBILIÈRES

Faits saillants

- L'Internet est actuellement utilisé, sur une petite échelle, pour la promotion, l'émission, la distribution et le commerce des valeurs mobilières. Comme c'est un environnement difficile à réglementer, on peut prévoir une augmentation des manipulations et des fraudes en la matière.

Situation actuelle

La mobilisation d'un capital-risque peut s'avérer ardue et très coûteuse pour les petites entreprises, surtout si le capital requis est peu important. On apprend, de source américaine, que des éléments réunissent du capital à très peu de frais, en offrant des parts sur l'Internet. Un prospectus est affiché sur le réseau et les parts peuvent être commandées, achetées et échangées sur l'Internet. Comme les transactions s'effectuent hors du cadre réglementé de l'industrie, il n'est pas sûr que les lois et règlements pertinents soient appliqués.

Dans le passé, les secteurs les plus exposés aux manipulations et à la fraude étaient les marchés de capital-risque et les marchés hors bourse. L'utilisation accrue d'Internet ouvre des possibilités inédites pour les criminels et on peut s'attendre à l'intensification des manipulations et des fraudes sur les marchés.

Perspective

- L'intensification de la fraude sur les marchés des valeurs mobilières au Canada risque d'entraîner des répercussions profondes sur l'économie nationale. La stabilité de nos marchés financiers repose essentiellement sur l'application de mesures de surveillance, de réglementation et de répression efficaces. L'utilisation élargie d'Internet pour les transactions compromettra considérablement les mesures de surveillance et de réglementation.
-